

**Allocution du Royaume de Belgique
Sommet mondial de la sécurité alimentaire
Rome, le 18 novembre 2009**

Monsieur le Directeur Général,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui nous sommes réunis pour faire face à un défi de taille: nous remettre sur la voie de la réalisation du premier objectif du millénaire: réduire de moitié la pauvreté dans le monde. Nous nous sommes réunis pour persévérer dans nos efforts dans la lutte contre la faim, pour coordonner ces efforts et les adapter aux nouveaux défis de la crise économique et financière; du réchauffement climatique et de la démographie croissante. De nouveaux engagements pour le développement seront pris lors du prochain Sommet sur les objectifs du Millénaire, en septembre 2010. Mais l'insécurité alimentaire n'attend pas et c'est notre responsabilité de nous remettre sur la voie de l'éradication de la faim dans le monde dès aujourd'hui.

Nous nous sommes réunis parce que seuls nous sommes impuissants devant l'ampleur des défis actuels. Pour faire face à ces défis, nous avons besoin de trois éléments essentiels: une stratégie commune, une volonté politique partagée et des instruments de mise en oeuvre opérationnels, coordonnés et harmonisés.

Tout d'abord, une stratégie commune

Pour faire face au défi de la faim, nous avons besoin d'une réponse coordonnée au niveau global, incluant toutes les parties prenantes. A ce titre, la Belgique soutient le Partenariat Global pour la Sécurité Alimentaire. Elle se réjouit de la réforme du Comité de la sécurité alimentaire mondiale qui a été salué par tous, y compris la société civile, et qui constitue une étape importante dans la création de ce Partenariat

Global. Le nouveau CSA, conseillé par un groupe d'experts de haut niveau, permettra à tous les acteurs de se réunir afin de déterminer efficacement les orientations à suivre dans la lutte pour la sécurité alimentaire.

Ensuite, une volonté partagée

Le secteur agricole a besoin d'investissements considérables pour atteindre les objectifs du millénaire et nourrir les 3 milliards d'êtres humains supplémentaires qui peupleront la planète dans 40 ans. De nombreux pays, dont la Belgique, ont pris des engagements conséquents ces derniers mois, et je m'en réjouis. Pour faciliter la planification de ces investissements par les pays partenaires, je pense qu'il serait utile de créer un mécanisme de monitoring des engagements.

Ceci dit, l'aspect financier n'est qu'une partie de la réponse. La bonne gouvernance est également un élément essentiel pour que les investissements aient des effets marqués et durables. Des institutions efficaces au service des populations sont indispensables à tout résultat positif. L'appropriation démocratique du processus de lutte contre l'insécurité alimentaire par les populations bénéficiaires est également capitale. De manière générale, toutes les actions mises en oeuvre contre la faim doivent s'inscrire dans le cadre du respect des droits de l'homme et de l'application progressive du droit à l'alimentation. Je saisis l'occasion de féliciter l'engagement du Rapporteur Spécial pour le droit à l'alimentation.

La sécurité alimentaire doit également être en haut de l'agenda des autres grands rendez-vous et enjeux internationaux. Ainsi, il faudra veiller à ce que le processus qui sera lancé au Sommet de Copenhague prenne réellement en compte les effets du réchauffement climatique sur l'agriculture et du rôle positif que l'agriculture peut jouer dans la lutte contre les effets négatifs du changement climatique.

Enfin, des instruments de mise en oeuvre efficaces et efficaces:

J'ai déjà parlé de la réforme du Comité de la sécurité alimentaire. Cette réforme renforce la collaboration entre les agences des Nations Unies, ainsi qu'avec la Banque Mondiale. La capacité d'action des agences romaines des Nations Unies, y inclus Bioersity, en sort renforcée.

Toutefois, la FAO ne pourra se consacrer pleinement à sa mission première, la sécurité alimentaire, qu'en cas de réussite en profondeur de sa réforme. La Belgique y a travaillé activement. Le travail qui a été réalisé par les états membres et la FAO a permis de restaurer un climat de confiance entre les états membres. C'est essentiel, mais ce n'est qu'un début. Le succès de la réforme se jugera sur les actes. Il faut que le management de la FAO mette tout en oeuvre pour mener à bien ce processus et que les Etats membres mettent en pratique les recommandations en finançant le plan d'action immédiat par le budget régulier.

Face à ce besoin d'action commune et coordonnée, la Belgique ne reste pas en manque, que du contraire.

Malgré la crise et les restrictions budgétaires, la Belgique est fière de pouvoir affirmer aujourd'hui qu'elle atteindra l'objectif de consacrer 0,7% du PIB à l'aide publique au développement en 2010. Les pays en développement qui sont frappés de plein fouet par la crise ont en effet plus que jamais besoin de soutien.

En matière de sécurité alimentaire, je tiens également à rappeler l'engagement de la Belgique pris à Rome l'an dernier, d'augmenter à 10% en 2010 et 15% en 2015 la part de l'agriculture dans son aide publique au développement. Nous sommes en bonne voie d'atteindre cet objectif.

L'agriculture a ainsi été retenue comme thème prioritaire dans tous les programmes de la coopération bilatérale.

Au niveau multilatéral, je me plais à rappeler que la Belgique est le 7^{ème} partenaire de la FAO compte tenu du niveau élevé de nos contributions volontaires. Mon pays a doublé son financement pour le FIDA et a augmenté de 30% son soutien au Groupe Consultatif pour la Recherche agricole ainsi qu'au Programme alimentaire mondial. Ceci a permis de développer son action en soutien des achats locaux.

La Belgique vient également de décider d'accorder une contribution à Agricord, le réseau des agri-agences de développement des organisations agricoles du Nord. Ceci renforcera les capacités d'action des organisations paysannes du Sud.

Je tiens également à rappeler ici le rôle essentiel que peut jouer le secteur privé pour atteindre la sécurité alimentaire. La Belgique, par l'intermédiaire de la société belge d'investissement pour les pays en développement, BIO, soutient activement le secteur privé et en particulier les petites et moyennes entreprises actives dans l'agro-industrie des pays en développement. A ce sujet, je tiens à féliciter la FAO d'avoir pris l'initiative d'organiser, en marge de ce Sommet, le Forum du secteur privé qui s'est tenu à Milan les 12 et 13 novembre. Je ne peux que recommander à la FAO d'accroître sa collaboration avec le secteur privé afin de développer des synergies dans le cadre de la lutte contre la faim.

Finalement, la Belgique s'engage à garder la sécurité alimentaire en haut de l'agenda lors de sa prochaine présidence de l'Union européenne.

Monsieur le Directeur Général,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Comme vous le savez, la faim gagne du terrain et les défis sont considérables. Ceci

dit, il y a lieu de rester optimiste car la mobilisation prend forme. Les gouvernements, tant du Nord que du Sud, les Nations Unies, en particulier les organisations romaines, et la société civile n'ont pas ménagé leurs efforts depuis la crise alimentaire. Il faut maintenant développer une stratégie d'action commune et s'assurer que les instruments de coordination et de mise en œuvre se mettent en place de manière durable. La sécurité alimentaire ne peut être un thème à la mode le temps d'une crise mais doit rester à l'agenda international. Le prochain sommet sur les ODM sera l'occasion de réaffirmer la volonté d'éradiquer la faim et de se fixer de nouveaux objectifs ambitieux. Mais il y a urgence, car le temps joue en notre défaveur. Agissons ensemble et rapidement en vue d'un monde plus équitable.